

## La guerre perdue

Txillardegui

**H**IER, nous avons entendu Arzallus à la télévision : "Esa guerra està perdida, esa guerra està perdida". Il hurlait presque lorsqu'il commentait l'attentat d'Oihartzun, lui qui normalement essaie de montrer une allure calme et qui ne s'indigne jamais. Cette fois-ci il hurlait sans cesse : "cette guerre-là est perdue".

Ce qui est perdu, heureusement, c'est le carlisme basque qu'Arzallus représente. Voilà la guerre qui est perdue. Et Arzallus hurlait hier parce qu'il flaire que la dernière tentative carliste est en train de s'effondrer. Ce sont lui et le parti soi-disant "nationaliste basque" qui sont dépassés et perdus. C'est la droite réactionnaire et espagnoliste, teintée de régionalisme folklorique qui est une "guerre perdue". Arzallus, qui est un habile prestidigitateur du monde politique, essayait hier de cacher le vrai jeu, exactement comme



Cette guerre-là,  
faite de mariage  
indissoluble avec l'Espagne

les artistes de cirque qui nous font regarder vers la carte qui n'est pas celle qui compte. On dévoie notre attention pour nous tromper.

La guerre qui est perdue ici est celle qui consiste à manoeuvrer dans les coulisses pour que Donostia ait un maire espagnol et anti-basque et un adjoint au maire non moins anti-abertzale.

La guerre qui est perdue est celle qui consiste à monter toute une opération sur les "territoires historiques" pour décapiter politiquement un collègue gênant appelé Garaikoetxea.

La guerre qui est perdue ici est celle qui s'appuie sur les "tragaperras" (machines à sous), qui n'a pas honte de chasser des institutions des personnes qui se sont battues publiquement pour que l'ikurriña soit présent parmi les mâts de nos mairies ; la guerre qui consiste à s'allier une et mille fois avec la droite ultra-espagnoliste "populaire" de façon à encaisser des millions, comme on vient de le voir lors de l'affaire Benta-berri à Donostia.

C'est cette guerre-là, faite de mariage indissoluble avec l'Espagne et de rupture persistante avec les forces politiques basques, avec les mouvements culturels basques, avec "Egunkaria", etc. qui est perdue. Le dernier rempart qui empêche ce peuple de se mettre en route vers l'indépendance est le PNV et la clique carliste qui le contrôle. Mais cette clique tombera.

Le carlisme aussi était très fort en Pays Basque mais il a été dépassé. Arana Goiri et Txomin Iturbe sont nés lorsque tout semblait inamovible. Arzallus et le PNV passeront. Ce sont eux qui représentent la guerre perdue de 1992. Heureusement notre peuple est en marche.

## Europe, quelle Europe?

**R**êve Hugolien ou nouvelle Babylone ? L'Europe est généralement perçue de manière superficielle, partielle ou partisane. Le référendum sur le traité de Maastricht aura le mérite d'ouvrir un débat et de faire prendre un peu mieux conscience de l'Europe qui se prépare. Construction démesurée où se côtoient cent langages condamnés, amalgame de races, de cultures, de religions, d'histoires, tissu de méconnaissance, de méfiance, de rivalités ou de mépris... L'Europe n'a-t-elle en commun qu'un territoire sur lequel les victoires des uns sont les défaites des autres ? Cette idée de réunir de tels antagonismes trouverait-elle sa principale justification dans la peur, peur d'une invasion économique ou de populations du tiers monde ? Nouvelle religion dans laquelle chacun proclame sa foi selon son rite et cherche son salut personnel sous forme de subsides ?

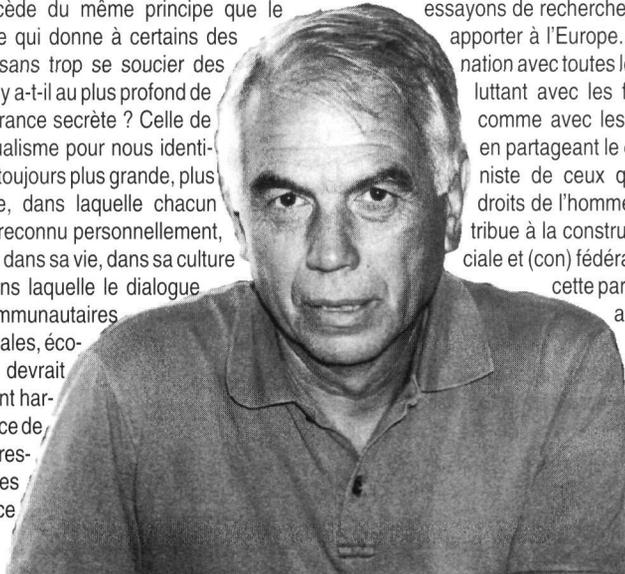
Pouvoir économique et monétaire échappant à tout contrôle populaire, politique sécuritaire exécutable, bureaucratie supplémentaire, technocratie tyrannique, centralisme exacerbé, intérêts de plus en plus «supérieurs», exclusions des marginaux et des étrangers indésirables, gabegie et luttes d'influence, laminage des particularismes, abandon des souverainetés en place ou revendiquées... ? Ajoutons que bien peu d'unions de peuples ou d'Etats n'ont su ou n'ont pu éviter les conflits internes. On le constate cruellement aujourd'hui dans l'Europe de l'Est, mais les Etats unis d'Amérique aussi ont connu une guerre civile effroyablement meurtrière. Sommes-nous à l'abri d'une telle aventure ?

**Europe super-Etat ou Europe fourre-tout ?** Vue ainsi, tout nous pousse à refuser une Europe distante et sans âme, façonnée par les égoïsmes nationaux et les corporatismes, livrée aux mains des spéculateurs, incapable jusqu'à présent de définir un véritable projet social, humanitaire, économique, écologique, culturel ou politique, de répondre aux aspirations fondamentales de tous les peuples qui la composent, d'apaiser la colère des agriculteurs, de s'ouvrir au monde en détresse à l'intérieur comme à l'extérieur et surtout ne garantissant pas totalement la paix.

Pourtant, face à ces condamnations, reprises par des personnes et des groupes politiques divers, on trouve encore une majorité favorable au traité de Maastricht, traité dont les propositions sont loin de répondre à toutes ces critiques. Il y a là de quoi méditer sur l'aveuglement collectif, à moins qu'il y ait au delà de ces idées reçues une réalité et des promesses perçues intuitivement dans ce choix. Est-ce parce que l'Europe en question procède du même principe que le libéralisme économique qui donne à certains des chances de s'enrichir sans trop se soucier des sacrifiés du système ou y a-t-il au plus profond de nous-mêmes une espérance secrète ? Celle de dépasser notre individualisme pour nous identifier à une communauté toujours plus grande, plus généreuse, plus idéale, dans laquelle chacun serait en même temps reconnu personnellement, valorisé, responsabilisé dans sa vie, dans sa culture et dans son travail, dans laquelle le dialogue entre les institutions communautaires et les organisations sociales, économiques et culturelles devrait permettre le déroulement harmonieux d'une croissance de plus en plus universelle, respectueuse des personnes et de la nature ? Est-ce l'avènement de «cet immense édifice de l'avenir qui s'appellera les Etats unis d'Europe», dont nous parlait Victor Hugo en 1848.

**Europe sociale et politique ?** Même si les discours sont critiques, méfiants, voire opposés, tous les esprits paraissent aujourd'hui acquis à l'idée européenne. Sans s'en satisfaire personne ne peut nier ses premiers résultats tant sur le plan social qu'économique. Déjà, malgré certaines disparités, des progrès considérables ont été accomplis par tous les membres de la CEE surtout par les régions les moins favorisées. Des échanges de plus en plus nombreux et fructueux se développent dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la culture; des aides humanitaires franchissent les frontières, des habitudes démocratiques communautaires s'instaurent lentement, une meilleure connaissance des institutions européennes, de leurs rôles comme de leurs limites s'étend progressivement. L'avènement de l'Acte unique, qui entre en vigueur dans quelques mois, n'inquiète plus, même si ses conséquences ne sont pas encore mesurables. Parallèlement, l'Europe économique a une trajectoire naturelle qui tend de plus en plus vers une intégration politique et sociale, ce qui est confirmé par certaines nouvelles dispositions du traité de Maastricht : extension des pouvoirs du Conseil européen vers plus de responsabilités dans le choix des grandes orientations (politique étrangère et sécurité commune), évolution du mode de gouvernement vers la majorité qualifiée pour certaines questions, renforcement du rôle du Parlement et de la légitimité de la commission européenne, protocole sur la politique sociale et création d'un fonds de cohésion, consultation préalable des partenaires sociaux au niveau communautaire etc. Peut-on déjà imaginer une évolution favorable à l'instauration d'une Europe politique supra-nationale préoccupée équitablement de l'avenir de tous ceux qui la composent, ouverte sur le développement du tiers-monde et pourquoi pas d'une Europe sociale et fédérale des peuples telle que la souhaitent notamment les abertzale ?

**Europe, renoncement ou combat ?** Rien ne nous laisse prévoir une Europe de la facilité, une Europe douce et consensuelle. Tout nous prédit des affrontements, des lenteurs, des tâtonnements, des dérives et des crises amères. A l'heure du choix nous ne voyons que nuées, récifs et menaces. Pourtant, au lieu de chercher d'abord ce que l'Europe peut nous apporter essayons de rechercher ce que nous pouvons apporter à l'Europe. En définissant comme nation avec toutes les nations sans Etat, en luttant avec les fédéralistes européens comme avec les écologistes et surtout en partageant le combat social et humaniste de ceux qui croient encore aux droits de l'homme, le Pays Basque contribue à la construction d'une Europe sociale et (con) fédérale des peuples. C'est à cette participation et à cette lutte active que nous sommes invités à nous rallier et non à des compromissions douteuses ni à un repli frileux. Peut-on dire non à un tel défi ? Comme il n'est pas possible de dire «oui si», ayons le courage de dire oui à l'union européenne et poursuivons notre combat.



Michel Berger, architecte à Bayonne depuis 1963. Il préside l'association Hemen pour la création d'emplois en Euskal Herri et a beaucoup travaillé en faveur du département Pays Basque, il y a quelques années, lorsqu'il était maire de Villefranque. Michel Berger, candidat sur le canton de Bayonne-Est en mars 1992, est membre d'Euskal Batasuna.

Michel Berger